

Après avoir participé, durant plus de 60 heures, à la totalité des débats, en seconde lecture au Sénat, sur la réforme territoriale, je tire plusieurs conclusions :

- Ce texte est en lambeaux. Le Sénat a, à une très large majorité, voté contre toutes les dispositions sur les compétences des collectivités locales. Ce qui était proposé était impraticable, inefficace, et portait atteinte aux libertés locales et au droit à l'initiative de chaque collectivité.

- L'éventuel « conseiller territorial » subsiste, pour le moment, dans le texte, mais rien n'est dit sur son mode d'élection. Cette création, qui n'avait été demandée par aucune association d'élus, ne « passe » manifestement pas. Le conseiller territorial cumulerait les mandats (étant à la fois conseiller régional et départemental) à un moment où il faut réduire les cumuls de mandats. En plus, il est incompréhensible de créer des conseils régionaux pléthoriques avec 200 ou 300 membres - 184 dans la Région Centre, au lieu de 72 aujourd'hui ! - alors qu'il faut faire des économies.

- Toutes ces heures de débat ont montré que si quatre ministres se succédaient au banc du gouvernement, il n'y avait pas de vrai pilote dans l'avion. Il n'y avait ni le souffle réformateur ni l'enthousiasme qui caractérisait la plupart des grandes lois de décentralisation précédentes.

- Ce texte comprend des avancées utiles (sur l'intercommunalité ou le retour à l'autonomie des communes associées). Mais ces avancées sont noyées au milieu de mesures qui sont trop souvent d'inspiration recentralisatrice.

- Enfin, ce texte ne répond ni aux exigences de la période de crise que nous vivons ni aux défis qu'appellerait une troisième étape de la décentralisation. Il n'aidera en rien les élus locaux à œuvrer pour l'emploi, le développement économique, la croissance. Il ne fait pas progresser la si nécessaire péréquation. Il suscite l'inquiétude des associations. Et je ne pense pas qu'il contribue à restaurer la confiance, aujourd'hui mal en point, entre les citoyens et la politique. Les critiques ont été exprimées au Sénat sur tous les bancs. Le gouvernement aurait tort de s'obstiner. Il serait bien préférable qu'il accepte enfin de remettre les choses à plat et de renouer le dialogue pour parvenir à des évolutions plus réalistes, plus ambitieuses et plus conformes aux attentes des élus et des citoyens.

-